

Note trimestrielle de conjoncture

Insee Poitou-Charentes

Octobre 2013 - n°04

Au 2^e trimestre 2013 : le climat économique reste constraint

Ce trimestre les signes de reprise économique semblent clairement perçus au niveau européen comme au niveau national. Cependant la déclinaison régionale de ces signaux positifs n'est pas encore à l'ordre du jour. Le 1^{er} trimestre 2013 avait placé la région dans une perspective plutôt bonne, les indicateurs s'amélioraient sensiblement. Mais cette impression ne s'est pas confirmée, les statistiques du 2^e trimestre sont tranchantes, elles captent une dégradation de la plupart des moteurs de l'activité régionale.

Didier Lampin, Insee Poitou-Charentes

Synthèse générale

Au niveau régional, l'embellie du 1^{er} trimestre 2013 n'a pas fait long feu, le baromètre économique du 2^e trimestre renoue avec les perturbations.

La situation des services marchands de la région Poitou-Charentes s'est particulièrement dégradée au cours du 2^e trimestre. L'emploi s'est réduit fortement, surtout dans les Deux-Sèvres où les destructions de postes de travail ont touché près de 1 000 salariés entre fin mars et fin juin, soit presque la moitié des pertes régionales. Pour la région, les disparitions d'emploi n'avaient pas été aussi conséquentes depuis la fin de la crise de 2008-2009.

Seul le secteur de l'intérim semble résister à la dégradation générale de l'emploi. Il reconduit en l'amplifiant le mouvement haussier qu'il avait emprunté au 1^{er} trimestre. Les incertitudes pesant sur l'activité à venir, malgré les signes de reprise au niveau national, contraignent les acteurs régionaux à la prudence. L'intérim semble donc bénéficier, au moins temporairement, d'une certaine réserve en matière de créations d'emplois pérennes.

Le marché du travail reste très perturbé dans la région comme dans ses départements. Au 2^e trimestre 2013, la détérioration est plus forte qu'au niveau métropolitain. En juin 2013, le volume des demandeurs d'emplois de catégorie A, avait gonflé de 12,9 % sur un an, soit 9 600 personnes de plus. L'emploi salarié dans les secteurs marchands non agricoles ayant connu des destructions importantes, le taux de chômage de la région a continué à croître jusqu'à 10,2 %.

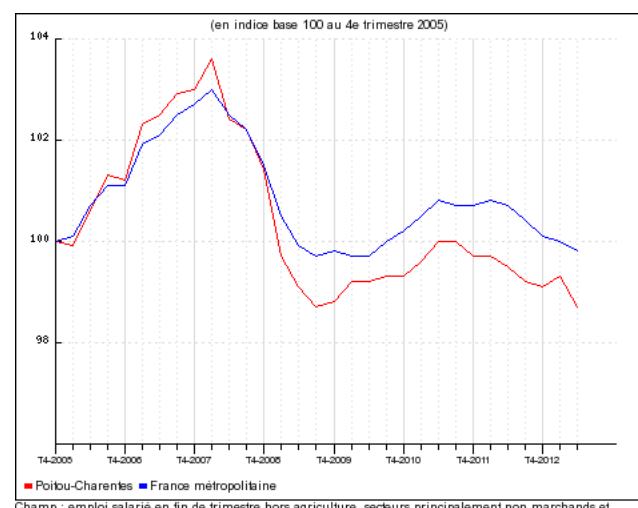
Le secteur du Bâtiment et Travaux Publics reste bousculé par un manque d'activité dans la construction de bâtiments et de logements. La tendance des permis de construire ne se redresse pas. L'activité liée au chantier de la LGV s'était renforcée constamment entre

la mi-2012 et la mi-2013, mais le pic d'ouvrage ayant été atteint, les moyens mis en œuvre ont commencé à se redimensionner à la baisse.

L'augmentation du nombre de défaillances montre que les difficultés éprouvées par les entreprises sont toujours prégnantes. Ce trimestre, la tendance s'est d'ailleurs renforcée de +5,7 % (en glissement trimestriel).

Les conditions climatiques qui ont persisté dans la fraîcheur et l'humidité durant le tout printemps n'ont pas été à même d'attirer des suppléments de touristes dans les hôtels de la région. Au final, après un très bon 1^{er} trimestre 2013, le deuxième s'avère moins dynamique que durant l'excellente année 2012 : le nombre de nuitées a chuté de 1,3 % (glissement annuel).

Évolution de l'emploi salarié marchand



Source : Insee, estimations d'emploi

Le contexte national

L'activité a fortement rebondi en France au 2^e trimestre 2013 (+0,5 % après -0,1 %), notamment grâce à une industrie manufacturière en nette accélération (+2,0 % après +0,2 %). De plus, les températures d'avril et mai, inférieures aux normales saisonnières, ont maintenu à un niveau élevé les dépenses de chauffage des ménages, si bien que la production d'énergie a accéléré au 2^e trimestre (+2,0 % après +0,7 %). En revanche, l'activité dans la construction a continué de se contracter (-0,7 % après -0,8 %), tant dans l'entretien du logement que dans les nouveaux bâtiments.

Depuis cet été, le climat des affaires s'améliore nettement dans l'ensemble des secteurs. Le PIB progresserait de 0,2 % en 2013, avec une nette accélération sur l'année portée par le rebond de la production manufacturière.

L'emploi total progresserait au second semestre, du fait de l'augmentation des emplois aidés dans le secteur non marchand. Le taux de chômage s'établirait à 11 % fin 2013.

Le pouvoir d'achat des ménages progresserait à nouveau en 2013 (+0,5 % après -0,9 % en 2012). En effet, les prélèvements effectifs ralentiraient nettement et la baisse de l'inflation ne se transmettrait qu'en partie aux salaires.

Le contexte international

Au 2^e trimestre 2013, l'activité a surpris par son dynamisme dans les économies avancées (+0,6 % après +0,3 %). Elle a notamment accéléré aux États-Unis (+0,6 % après +0,3 %) et au Royaume-Uni (+0,7 % après +0,4 %) et a progressé vigoureusement au Japon. *A contrario*, la croissance s'est tassée au 2^e trimestre dans les économies émergentes. La zone euro a renoué comme attendu avec la croissance (+0,3 %), après six trimestres de récession, avec une nette accélération de l'activité en Allemagne (+0,7 %) et en France (+0,5 %). Tous les postes de demande, à l'exception des stocks, ont participé à ce mouvement. En particulier, l'investissement a progressé légèrement, mettant fin à huit trimestres de baisse.

Dans les économies avancées, l'amélioration cet été du climat des affaires laisse à penser que l'embellie va se poursuivre d'ici la fin de l'année.

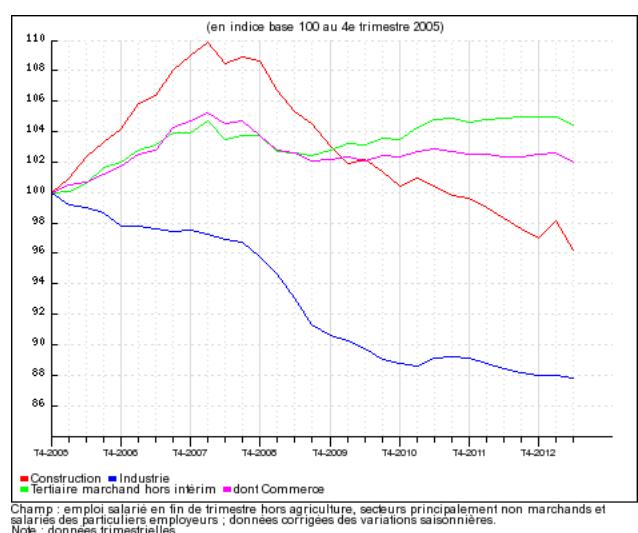
L'activité dans la zone euro devrait continuer de croître au second semestre (+0,1 % au troisième trimestre puis +0,3 % au quatrième), stimulée par le faible niveau de l'inflation, une modération de la consolidation budgétaire et le redressement de l'investissement après un ajustement très marqué.

Emploi

Les perspectives régionales optimistes du 1^{er} trimestre, mises à mal. Au 2^e trimestre 2013, l'emploi se replie partout sauf dans l'intérim

Au premier trimestre en Poitou-Charentes, l'évolution de l'emploi salarié dans les secteurs marchands avait enfin suscité des perspectives de sortie de la crise espérée depuis la mi-2011. Malheureusement, au 2^e trimestre 2013, les destructions de postes ont repris, et même plus fortement qu'auparavant (-0,6 % en glissement trimestriel, données cvs). Au niveau régional, tous les secteurs d'activités sont touchés hormis l'intérim où le nombre de travailleurs temporaires s'accroît de 1,2 % (en glissement trimestriel, cvs). L'intérim engrange ainsi un deuxième trimestre de hausse laissant penser à une activité productive certainement déprimée mais peut-être encore porteuse de potentiels à confirmer.

Évolution de l'emploi salarié marchand par secteur en Poitou-Charentes



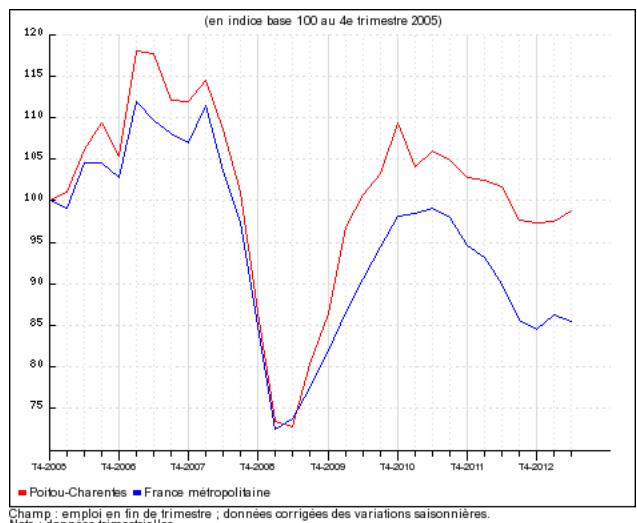
Source : Insee, *Estimations d'emploi*

Les disparitions de postes sont particulièrement importantes dans le secteur de la construction où elles atteignent -1,6 % d'un trimestre sur l'autre (voir encadré). Ce secteur subit à la fois la baisse d'activité imputable à la frilosité des demandes de construction de logements et le retour vers la normale dans les travaux publics, après le pic d'activité dû au chantier de la LGV.

En un an, dans la région, près de 3 000 postes salariés ont été démantelés dans les secteurs marchands non agricoles (-0,8 %). La région n'est cependant pas plus sinistrée que le niveau métropolitain qui a perdu 0,9 % de ses salariés (soit 139 000 postes).

Hormis en Charente où il reste stable, l'emploi salarié dans les autres départements picto-charentais évolue à la baisse. Elle est particulièrement appuyée dans les Deux-Sèvres (-1,1 % en glissement trimestriel, cvs), tous les secteurs y contribuent même l'intérim (-3,0 %). En Charente-Maritime, le recul de l'emploi salarié atteint 0,7 % et 0,5 % dans la Vienne. Dans ce dernier département, l'intérim enregistre une progression trimestrielle importante (+9,3 %).

Évolution de l'emploi intérimaire



Source : Insee, *Estimations d'emploi*

Encadré

L'ouverture du grand chantier de la LGV est entrée dans sa phase opérationnelle au printemps 2012. Le consortium Coséa [groupement d'entreprises chargé de la conception et de la construction de la ligne, qui sera présent pendant la phase de chantier jusqu'à la mise en service de la ligne en 2017] a alors fait appel à de la main d'œuvre provenant de ses établissements existants (régionaux ou extrarégionaux) ainsi qu'à un large volant de main d'œuvre embauchée localement sur le projet.

Ces emplois nouveaux dont le volume a suivi la montée en charge du chantier, ont été enregistrés dans un premier temps - courant 2012 - dans un établissement hors région. Ils n'ont pu être localisés dans la région qu'à partir de janvier 2013 lors de la création d'établissements employeurs spécifiques (implantation des sociétés concessionnaires à Poitiers). Dès lors, la série trimestrielle régionale de l'emploi dans le secteur de la construction présente des légers à-coups depuis le 4^e trimestre de 2012. Ainsi on observe une augmentation des effectifs sur-évaluée entre le 4^e trimestre 2012 et le 1^{er} trimestre 2013, et après le « pic de chantier » une diminution des effectifs également sur-évaluée entre le 1^{er} et le 2^e trimestre 2013. Les séries départementales sont davantage perturbées, notamment pour la Charente et la Vienne qui regroupent le principal des embauches locales.

Le consortium a également fait appel à de nombreux sous-traitants ou prestataires tant régionaux qu'extrarégionaux. La plupart des mouvements d'emploi (directs et indirects) régionaux résultants de l'activité du chantier ont été perçus par les outils statistiques existants (par exemple : un sous-traitant régional recrutant pour satisfaire la commande ; une agence régionale d'intérim augmentant ses effectifs ; un restaurateur régional augmentant son volant d'emploi,...) et localisés à bon escient dans la région sans toutefois avoir été isolés et comptés explicitement.

Marché du travail

Le taux de chômage se détériore plus qu'au niveau métropolitain

Au 2^e trimestre, le taux de chômage régional s'établit à 10,2 % de la population active, contre 10,5 % pour la France métropolitaine. Il augmente de 0,3 point par rapport au trimestre précédent (0,1 point en métropole). Au niveau départemental le taux de chômage en Charente-Maritime fait un bond de 0,6 point, passant à 11,7 %, conséquence d'une érosion significative de l'emploi total et d'une forte augmentation des personnes en recherche d'emplois. Celui de la Charente stagne à un niveau élevé (10,9 %) tandis que celui des Deux-Sèvres et de la Vienne se détériorent encore. En un an, le taux de chômage picto-charentais a progressé de 0,7 point tout comme celui de la France métropolitaine, mais il a particulièrement accéléré sa détérioration sur ce 2^e trimestre.

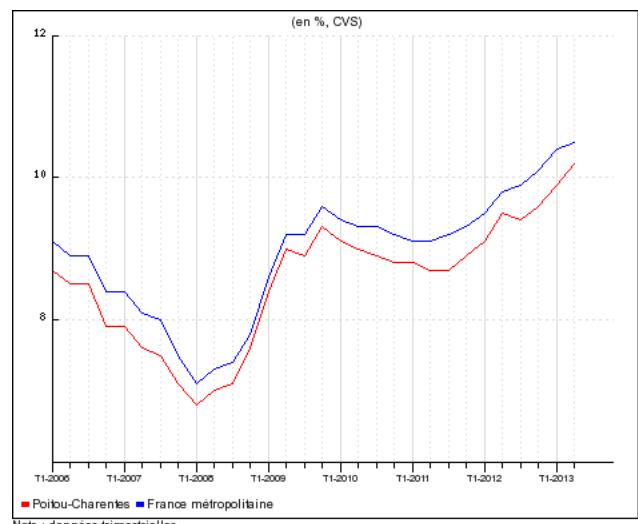
La hausse de la demande d'emploi reste forte au 2^e trimestre

Le nombre des demandeurs d'emploi continue à progresser au 2^e trimestre 2013, pour atteindre 131 400 personnes à la fin juin dans les catégories A, B et C. L'évolution trimestrielle (+2,1 %, corrigé des variations saisonnières) se situe dans la continuité des fortes évolutions entamées depuis le début de l'année 2012, toutes supérieures à 2 %. Cependant, cette évolution est moins prégnante que celle observée au 1^{er} trimestre 2013 (2,3 %). Contrairement aux trois trimestres précédents, l'augmentation est de plus forte ampleur en Poitou-Charentes qu'en France métropolitaine (+1,2 %). Le nombre de demandeurs d'emploi inscrits depuis plus d'un an continue à croître fortement (+3,2 %). La progression de la demande d'emploi est plus forte pour les hommes que pour les femmes. Chez les jeunes de moins de 25 ans, la progression des demandeurs d'emploi poursuit sa décélération (+1,1 %).

Un recul marqué des offres d'emploi

Pôle emploi a collecté environ 17 300 offres au cours du 2^e trimestre 2013. C'est un fléchissement marqué de 7,5 % par rapport au trimestre précédent. La baisse est plus limitée sur le périmètre métropolitain (-1,6 % en glissement trimestriel). Ce repli régional s'explique par la chute du nombre d'offres d'emploi non durables (-10,6 % en glissement trimestriel) c'est-à-dire les offres de moins de six mois de travail. Les offres d'emploi durables - celles de plus de six mois - sont également en diminution, mais celle-ci est moins marquée (-2,9 % en glissement trimestriel). Les offres durables ont représenté ce trimestre 42 % des offres totales.

Taux de chômage



Source : Insee, taux de chômage au sens du BIT et au taux de chômage localisé
Note : données trimestrielles.

Définitions

Correction des variations saisonnières / CVS

L'évolution d'une série statistique peut en général se décomposer en effets de trois facteurs : une tendance, une composante saisonnière et une composante irrégulière. La correction des variations saisonnières est une technique que les statisticiens emploient pour éliminer l'effet des fluctuations saisonnières normales sur les données, de manière à en faire ressortir les tendances fondamentales (tendance et composante irrégulière).

Ainsi, par exemple, le taux de chômage désaisonnalisé supprime les variations dues au profil saisonnier habituel d'embauche pendant l'été et de mise à pied pendant l'hiver dans des secteurs d'activité comme l'agriculture et la construction.

Logements

Permis de construire et mises en chantier : la reprise se fait attendre

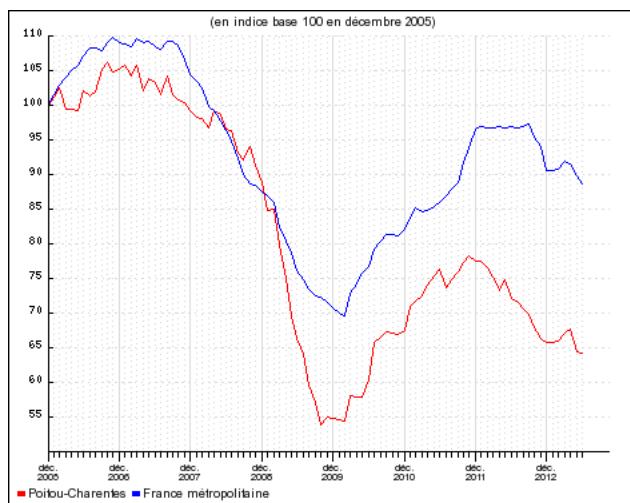
Sur le 2^e trimestre de 2013, en Poitou-Charentes, la tendance des autorisations de construire des logements continue à diminuer sensiblement (-4,4 % en glissement trimestriel et -11,1 % en glissement annuel). Cette réduction des autorisations est plus importante en région qu'au niveau de la France métropolitaine.

En Poitou-Charentes, les deux grandes composantes des autorisations de construire fléchissent : les logements individuels (-6,2 % tendance en glissement trimestriel) et les logements collectifs (-2,1 % tendance en glissement trimestriel). Les permis accordés pour des logements en résidence sont en revanche en augmentation (+6,6 %, tendance en glissement trimestriel). La construction de logements semble s'appuyer davantage sur ce type de logements dont la part dans l'ensemble des permis de la région s'est progressivement renforcée et vient frôler les 9 % au deuxième trimestre 2013. Ces résidences sont plus présentes en Charente-Maritime où 80 % des permis de ce type ont été accordés.

Les mises en chantiers ne reflètent pas une meilleure situation. Elles déclinent de 2,3 % pour les logements individuels et de 12,8 % pour les logements collectifs (variation de la tendance sur le trimestre). Les débuts de travaux concernant logements en résidences sont en revanche plus importants qu'au trimestre précédent, mais également en progression sur la tendance de l'année précédente (+3,7 %).

Évolution du nombre de logements autorisés

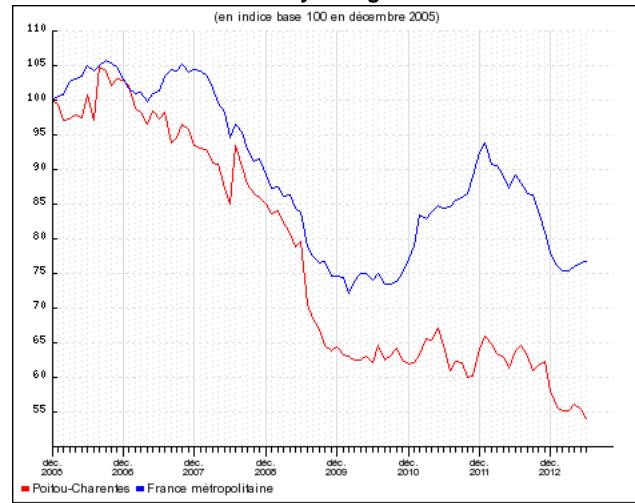
En moyenne glissante sur 12 mois



Source : SoeS, Sit@del

Évolution du nombre de logements commencés

à la construction en moyenne glissante sur 12 mois



Source : SoeS, Sit@del

Entreprises

Les créations d'entreprises classiques confirment leur rebond.

En Poitou-Charentes, 3 041 entreprises ont été créées au 2^e trimestre 2013 (données cvs), soit une diminution de 7,7 % par rapport au trimestre précédent. Cette baisse à pour origine celle des créations d'auto-entrepreneurs (-13,2 %), statut dont le devenir est soumis à révision. Hors auto-entrepreneurs, d'un trimestre sur l'autre, la création d'entreprises classiques se revigore (+0,5 %) confirmant ainsi le retournement observé à la fin de l'année 2012. C'est ainsi le 3^e trimestre consécutif de hausse pour les entreprises traditionnelles. Hormis la Charente-Maritime, la croissance trimestrielle des immatriculations d'entreprises classiques est effective dans les trois autres départements de la région.

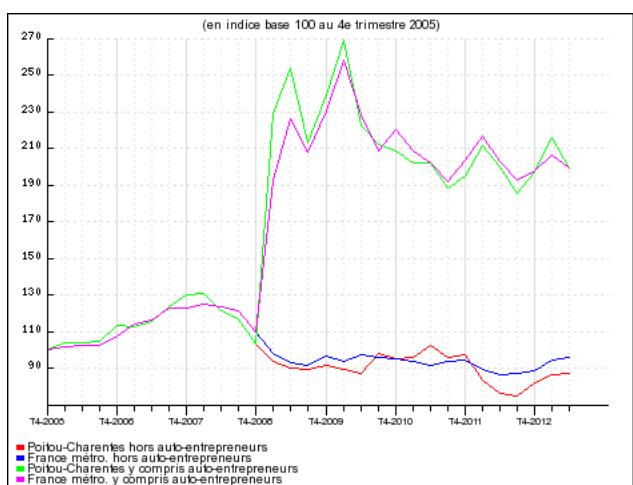
Tous types d'entreprises confondus, le nombre de créations est presque stable dans les activités du commerce, de l'hébergement et de la restauration (+0,7 % en glissement trimestriel) tandis qu'il diminue dans les services marchands (-12,3 %), dans la construction (-10,1 %) et dans l'industrie (-3,4 %).

En France métropolitaine, le nombre de créations d'entreprises fléchit moins rapidement que dans la région (-3,7 % glissement trimestriel, données CVS). Cette différence est notamment due à une plus forte progression des créations d'entreprises traditionnelles (+1,4 %).

Défaillances d'entreprises : une inquiétante tendance à la hausse

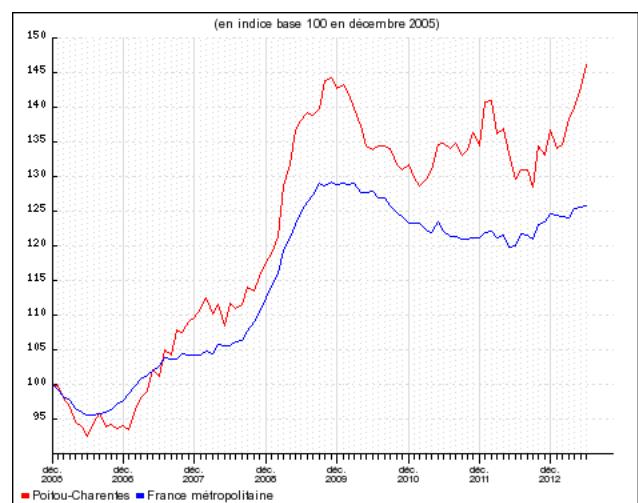
Du 1^{er} juillet 2012 au 30 juin 2013, le nombre de défaillances a touché 1 683 entreprises du Poitou-Charentes. Ce contingent est en hausse de 5,7 % par rapport au trimestre précédent et de +12,7 % sur un an. Ces évolutions sont plus importantes que celles enregistrées en France métropolitaine (respectivement : +1,3 % et 4,7 %).

Créations d'entreprises



Sources : Insee, REE (Répertoire des Entreprises et des Établissements - Sirene)

Défaillances d'entreprises



Sources : Fiben, Banque de France

Tourisme

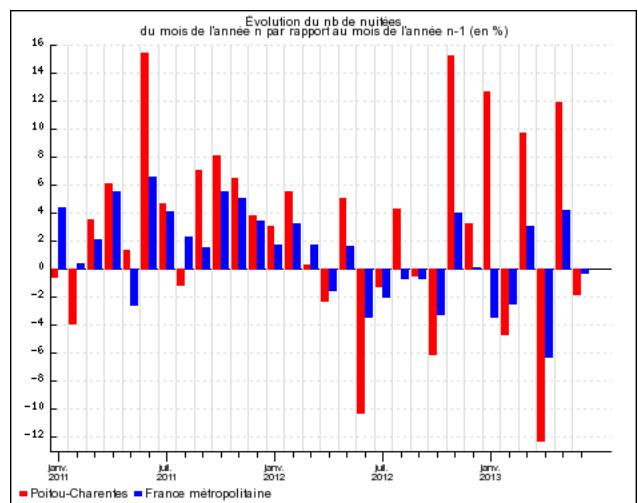
La fréquentation touristique dans les hôtels de la région a pâti d'un printemps maussade

Après un excellent premier trimestre, le deuxième enregistre une légère diminution de la fréquentation hôtelière. Ainsi, les touristes français et étrangers qui ont séjourné dans les hôtels de la région ont généré un total d'un peu moins de 1,26 million de nuitées contre 1,28 au deuxième trimestre de 2012. La fréquentation en Poitou-Charentes sur ce trimestre présente une baisse plus importante que celle enregistrée au niveau national (en glissement annuel : -1,3 % contre -0,6 %).

Cette baisse dans la région s'explique par une diminution de la fréquentation aux mois de d'avril et de juin, tandis que la fréquentation du mois de mai a sensiblement augmenté (+10,2 % en glissement annuel). En effet, par rapport à 2012, le décalage des vacances scolaires du printemps a profité davantage au mois de mai qu'au mois d'avril. Les mauvaises conditions climatiques qui ont prévalu tout au long du printemps, et particulièrement au mois de juin, ont certainement contribué à refroidir les intentions de villégiatures au niveau national tout comme dans la région. Toutefois, les dernières informations collectées dans la région laissent présager un certain rattrapage estival.

Le retour en Poitou-Charentes de la clientèle en provenance de l'étranger, entamé à partir du 3^e trimestre 2012, se confirme. La hausse de la fréquentation étrangère au deuxième trimestre 2013 est de 8,2 %. Cependant, les résidents étrangers ne représentent, au deuxième trimestre, qu'une nuitée sur dix dans les hôtels. Leur évolution a donc un impact relativement modéré sur l'ensemble des nuitées mais permet d'atténuer la baisse des nuitées françaises.

Évolution de la fréquentation dans les hôtels



Sources : Insee, DGCIS, partenaires régionaux

Pour en savoir plus

Informations rapides : n°222 - 27 septembre 2013.

Au 2^e trimestre, le PIB rebondit (+0,5% après -0,1 %) et le pouvoir d'achat des ménages progresse de nouveau (+0,5 % après +0,1 %).

Informations rapides : n°206 - 11 septembre 2013. L'emploi marchand en baisse au 2^e trimestre 2013.

Insee - Note de conjoncture : octobre 2013. L'éclaircie se confirme.